

LE RASSEMBLEMENT DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS AVORTÉ PAR LA POLICE

Le nîet de Benbouzid

Le rassemblement des enseignants contractuels devant le ministère de l'Éducation nationale n'a pas eu lieu hier comme prévu. Et pour cause, un cordon sécuritaire a été placé non loin du département de Benbouzid pour empêcher les enseignants d'arriver à destination.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Et comme à l'accoutumée dans ce genre de circonstances assez fréquentes en Algérie, où les rassemblements sont accueillis à coups de matraque, les enseignants ont été malmenés par les services anti-émeutes appelés pour disperser la foule. Et pourtant !

Ils n'étaient qu'une poignée d'enseignants désespérés, venus pour une dernière tentative auprès de leur tutelle, pour leur intégration à titre permanent dans leurs postes.

Le département de Benbouzid a, toutefois, affi-

ché un nîet catégorique pour tout contact avec cette catégorie d'enseignants. «Ils ne veulent pas vous recevoir. Repartez. Disperssez-vous», n'a cessé de crier le commissaire de police, vraisemblablement fatigué de gérer assez souvent ce genre de situation. «Nous voulons être reçus. C'est notre droit. Nous ne partirons pas d'ici», répliquaient les enseignants, majoritairement des femmes. C'est peut-être pour cette raison que les policiers n'ont pas osé faire usage de leurs matraques. Les contractuels ont été encerclés par les policiers et repoussés à une cinquantaine

de mètres, loin du ministère de l'Éducation nationale. «Nous avons recouru à toutes les voies légales pour demander notre intégration et aujourd'hui encore, on ne nous laisse même pas la liberté de nous rassembler et de nous exprimer, c'est inadmissible», s'insurgent les protestants. «Benbouzid, avant d'être à ce poste, est bien passé par l'école, non ? Il était élève et avait des enseignants, alors comment peut-il mépriser ainsi cette profession et ceux qui la représentent», s'interroge la représentante des enseignants contractuels, M^{me} Amina Benzebouchi.

Répondant au ministre qui a annoncé dernièrement

que ceux qui protestent contre leur contrat n'ont qu'à rentrer chez eux, les enseignants contractuels lui font signaler que «c'est trop

tard». «Ça fait des années que nous exerçons ce métier, nous sommes attachés à notre mission et nous ne voulons pas y renoncer», affirment-ils. Ils dénoncent par ailleurs «la tricherie qui entoure l'organisation des concours de recrutement,

où souvent les bénéficiaires sont des licenciés sortis de l'université et qui sont en chômage et jamais des contractuels en exercice». Pour rappel, le nombre des enseignants contractuels est de 40 000. Depuis quelques mois, ils se sont

R. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

25 résidentes universitaires en grève de la faim

Vingt-cinq résidentes universitaires de la cité 2000 lits du campus de l'université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès ont entamé, hier, selon un communiqué de l'UNEA, une grève de la faim. Elles accusent les responsables d'avoir fermé les voies du dialogue et tourné le dos à leurs doléances pour une meilleure qualité de vie. En effet, les contestataires disent interpellier ainsi les responsables de la résidence et des œuvres universitaires sur leur situation qu'elles qualifient de lamentable, évoquant les conditions socio-pédagogiques notamment l'hébergement et la restauration. Celles-ci exigent aussi le renforce-

ment du personnel de sécurité dans le campus et la construction d'un mur arrière pour dissuader les étrangers de rentrer, des moyens de transport, des activités sportives et culturelles, l'ouverture d'une bibliothèque et la réalisation d'un complexe sportif. «Nous exigeons aussi un programme de ration alimentaire en équilibre avec le budget qui lui est réservé» ajoutent-elles.

Pour rappel, les résidentes ont menacé auparavant de recourir à des actions de protestation plus radicales si les responsables n'accédaient pas à leurs revendications.

A. M.

INDEMNISATION POUR VOL DE VÉHICULES

100 millions de dinars versés par un assureur en Kabylie

En instance depuis trois ans, plus de 200 000 dossiers de sinistres matériels automobiles, en litige avec les compagnies d'assurances, seront réglés avant l'été. Les assureurs ont épargné en 6 ans 700 millions de dinars de fraude à l'assurance. Une compagnie a indemnisé en 2006 pour 100 millions de dinars de vols de véhicules en Kabylie.

Chérif Bennaïeur - Alger (Le Soir) - La conjoncture du marché national des assurances en 2007 a été présentée hier au siège du Conseil national des assurances (CNA) lors d'une conférence de presse. Cette conjoncture traduit l'agrégation des données des compagnies d'assurances, hors celles de l'assureur privé Alliance assurances (932 millions de dinars) et la Mutuelle de l'éducation (Maatec), et des acceptations internationales de la CCR (réassurance). Ainsi, le secteur des assurances a réalisé au 31 décembre 2007 un chiffre d'affaires global de 52,7 milliards de dinars. Soit une croissance de 15,1% par rapport à celle de 2006 selon le secrétaire permanent du CNA, Abdelmadjid Messaoudi. Une croissance tirée par l'assurance automobile (45,4%), cela même si la récente augmentation des primes d'assurance (5% chaque semestre et 20% en deux ans) ne représente qu'une faible augmentation (200 à 300 DA) et a peu influé. Une croissance tirée égale-

ment par l'assurance IARD (incendie et risques divers) à 36,2%, et les assurances de transport (9,5) à la faveur du lancement de chantiers d'investissements publics notamment. En outre, l'assurance de personnes progresse de 6,4% et celle du crédit-caution augmente à 1,3%, grâce au développement du crédit à la consommation. A contrario, les assurances agricoles poursuivent leur chute en raison de la désaffection du monde agricole, démotivé par l'abandon des mesures d'accompagnement public.

La prime d'assurance de personnes exonérée partiellement d'IRG

Au-delà de la présentation de cette conjoncture d'un marché en plein boom de croissance même si le taux de pénétration peine à dépasser les 1%, cette rencontre a notamment permis au président de l'Union des assureurs et réassureurs (UAR) et P-DG de la Société algérienne d'assurances (SAA),

Amara Latrous, d'annoncer la tenue, les 26, 27 et 28 mai 2008 au Palais des nations (Club des Pins) des assises de la 35^e Conférence de l'organisation des assurances africaines. Placée sous le patronage du président de la République et marquée par la participation de plus de 600 experts, étrangers essentiellement, cette 35^e conférence traitera des risques environnementaux, de la protection et des assurances. Cela étant, le président de l'UAR a indiqué que la Direction générale des impôts a publié récemment une circulaire explicative le dispositif d'exonération partielle en matière d'assurance de personnes. Ainsi, tous les souscripteurs pourront, sous certaines conditions, payer des primes exonérées partiellement de l'impôt sur le revenu global (IRG). Selon la même source, toutes les compagnies d'assurances vont liquider avant l'été tous les dossiers de sinistres matériels automobiles qui les opposent et signer en ce sens une convention.

Les assurés dédaignent le constat à l'amiable

En instance depuis 2 à 3 ans, ces dossiers sont au stock de 200 à 250 000 litiges et représentent un volume assez conséquent.

Amara Latrous a indiqué également que les assureurs veulent relancer le système d'indemnisation rapide IDA. Pour le représentant de l'UAR, il ne s'agit pas tant de la mauvaise volonté des assureurs que du fait que «quelques fois les auteurs d'accidents ne jouent pas le jeu». Pour Amara Latrous, le problème réside dans le fait que «nous n'arrivons pas au niveau des compagnies à mettre en place le constat à l'amiable». «Les assurés et les victimes d'accidents ne veulent pas ou ne pensent pas à rédiger le constat à l'amiable» pour hâter le processus d'indemnisation, constatera-t-il malheureusement. Et d'autant que le retard dans le règlement des dossiers, outre le passage au niveau des tribunaux, coûte cher pour les assureurs et lèse les assurés. Et aussi le fait, au détriment des assureurs, que l'assurance automobile ne représente que le tiers de l'assurance obligatoire, les assurances facultatives représentant les deux tiers restants.

Le règlement nécessite parfois 8 ans

Les compagnies signeront également une convention sur le règlement à l'amiable des dossiers de sinistres corporels en instance.

Des dossiers litigieux peu nombreux à vrai dire. En pensant à mettre en place un dispositif IDA relatif au corporel (IDAC). Intervenant dans le débat, le secrétaire permanent du CNA a fait référence à une étude en cours au niveau du CNA sur l'indemnisation des dommages corporels en assurance automobile. Selon Abdelmadjid Messaoudi, relevant la complexité du processus de traitement (transmission des P-V de police et gendarmerie, traitement au niveau des tribunaux...), les retards dans le règlement peuvent parfois durer de 3 à 8 ans. Abordant le problème du vol des véhicules, Amara Latrous a indiqué qu'une compagnie d'assurances a dû déboursier en 2006 un montant de 100 millions de dinars pour indemniser les victimes dans une seule région (la Kabylie). Pour autant, grâce à l'action de l'Agence de lutte contre la fraude (Alfa) (filiale de trois assureurs publics, Saa, Caat et Caar), les compagnies d'assurances ont pu se prémunir contre l'escroquerie à l'assurance, les fausses déclarations, un phénomène en forte ampleur. Ainsi, elles ont pu économiser durant les six dernières un montant de 700 millions de dinars.

C. B.

LITIGE ALGÉRO-FRANÇAIS EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Le règlement définitif conditionné par l'absence d'opposition

Le président de l'UAR est revenu lors de la conférence de presse sur l'apurement récent du contentieux algéro-français en matière d'assurance.

Par le biais d'une convention signée avec la Fédération française des assureurs, les compagnies algériennes SAA et CAAR récupèrent les actifs immobiliers, épars, détenus par des sociétés françaises avant 1996 et prennent en charge l'indemnisation. Un apurement qui permettra aux opérateurs français s'ils sont intéressés de pouvoir demander librement des agréments pour exercer en Algérie.

Il contribuera également, selon Amara Latrous, à l'ouverture du secteur, le développement de la concurrence et la stabilité des tarifs. Toutefois, Amara Latrous a précisé que les compagnies qui transfèrent leurs engagements sont tenues de publier cet accord par le biais du ministère des Finances.

En outre, ce litige ne sera définitivement et techniquement réglé que si aucune opposition n'est faite durant les deux mois suivant la signature de l'accord. Et le représentant de l'UAR de rappeler que ce litige était survenu pendant les années 60, dans le contexte de mise en place du monopole de l'Etat algérien sur le secteur des

assurances et non de nationalisation. Puisque selon lui, il n'y avait que des filiales d'assureurs français exerçant en Algérie, mais aussi que ce litige ne concernait que 5 compagnies d'assurances françaises. Cela même si le marché français s'est solidarisé avec ces cinq sociétés qui avaient décidé de rapatrier leurs actifs financiers et dossiers et de cesser le versement des pensions dans le cadre des crédits rentiers. Ce qui a contraint les sociétés nationales (SAA et CAAR) à prendre en charge ce paiement jusqu'à la fin mars même si Amara Latrous a minimisé son importance.

C. B.

ASSURANCES VOYAGE

Alliance Assurances offre une réduction de 40%

La compagnie privée Alliance Assurances a lancé depuis le 1^{er} avril 2008 une nouvelle offre d'assurances voyages Visa, en collaboration avec l'assistant leader Mondial Assistance. Vouant couvrir davantage et dépenser moins, Alliance Assurances a pu négocier avec son assistant des tarifs assistance voyages à l'étranger jusqu'à 40% moins chers que les tarifs habituels. Exemple : l'assurance individuelle voyage assistance avec une couverture de 30 000 euros (comme exigé par les ambassades de l'Union européenne) passe de 12 000 DA à moins de 7 000 DA et en prime avec l'assistant numéro un. Le pack famille dans les mêmes conditions passe de 22 000 à 12 000 DA. Soit une économie de plus de 40% pour les assurés sur certaines formules avec une meilleure qualité de service. En outre, Alliance Assurances met à la disposition de sa clientèle un numéro national «écoute client».

C. B.